

EEP International

Résumé des activités 2019



La **Fondation Ethos** regroupe plus de 220 caisses de pension et institutions suisses exonérées fiscalement. Créée en 1997, elle a pour but de promouvoir l'investissement socialement responsable et de favoriser un environnement socio-économique stable et prospère.

La société **Ethos Services** assure des mandats de gestion et de conseil dans le domaine des investissements socialement responsables. Ethos Services propose des fonds de placement socialement responsables, des analyses d'assemblées générales d'actionnaires avec recommandations de vote, un programme de dialogue avec les entreprises ainsi que des ratings et analyses environnementales, sociales et de gouvernance des sociétés. Ethos Services appartient à la Fondation Ethos et à plusieurs membres de la Fondation.

www.ethosfund.ch

Signatory of:
 **PRI** | Principles for
Responsible
Investment

Avertissement

Ce rapport d'engagement a été réalisé sur la base du dialogue mené avec les sociétés, ainsi que d'informations recueillies auprès de sources accessibles aux investisseurs et au public en général. Malgré de multiples vérifications, l'information ne peut être certifiée exacte. Ethos Services ne prend aucune responsabilité sur l'exactitude des données publiées.

® © Ethos, mars 2020. Toute reproduction intégrale ou partielle doit faire l'objet du consentement d'Ethos. Toute citation doit s'effectuer avec l'indication de la source. Imprimé sur « RecyStar », 100% à base de vieux papiers sans azurant optique.

Table des matières

1	Introduction.....	2
1.1	Types de dialogue.....	2
1.2	Processus d'engagement.....	3
1.3	Membres de l'EEP International.....	3
2	Chiffres clés 2019.....	5
3	Dialogue par thème.....	6
3.1	Environnement.....	6
3.2	Social.....	8
3.3	Gouvernement d'entreprise.....	11

1 Introduction

Le rapport d'activité 2019 de l'Ethos Engagement Pool International (EEP International) a été rédigé en conformité avec les dispositions du contrat passé entre les institutions membres de l'EEP International et Ethos Services SA. Il présente les démarches effectuées et les résultats obtenus dans le cadre du dialogue mené par Ethos Services avec les sociétés cotées pour le compte des membres de l'EEP International. Le présent rapport est transmis, sous forme imprimée, uniquement aux membres de l'EEP International. Le dialogue mené avec les sociétés étant essentiellement fondé sur la discrétion, ce rapport n'est pas public. En revanche, pour des raisons de transparence, un résumé de ce rapport est publié sur le site internet d'Ethos, www.ethosfund.ch.

Fort du succès du dialogue entre actionnaires et entreprises suisses (EEP Suisse), EEP International a été lancé début 2017. Fin 2019, l'EEP International comptait déjà 46 membres qui gèrent des actifs totalisant CHF 138 milliards et assurent 756'725 personnes.

Ce rapport présente l'ensemble des démarches d'engagement entreprises en 2019 par Ethos au nom des membres de l'EEP International. Au total, le pool a participé à 27 initiatives d'engagement au cours de l'année. 14 de ces initiatives concernaient des questions environnementales, 11 des questions sociales et 2 des questions liées à la gouvernance. Au total, 1183 entreprises ont été ciblées. Grâce au fort soutien obtenu, Ethos a pu également engager un dialogue direct auprès de 28 sociétés européennes.

1.1 Types de dialogue

Chez Ethos, le dialogue actionnarial a une longue tradition. Il a débuté en 2004, avec la création de l'Ethos Engagement Pool Suisse (EEP Suisse). Parallèlement, Ethos participe également depuis de nombreuses années à diverses initiatives collectives au niveau international. Sur demande de certains de ses membres et clients investis dans des sociétés cotées hors de Suisse, Ethos a lancé en janvier 2017, conjointement avec six caisses de pension suisses, l'EEP International.

Afin d'offrir aux membres de l'EEP International le service d'engagement le plus efficace possible, Ethos utilise différents types de dialogue actionnarial.

Engagement collectif

Comme convenu avec les membres fondateurs, l'accent a été mis sur la participation individuelle des membres de l'EEP International à des initiatives collectives internationales. Ces initiatives collectives permettent de fédérer l'influence de nombreux investisseurs institutionnels réunis et d'accroître ainsi l'impact des activités d'engagement. Pour chaque initiative collective proposée, Ethos a préparé un dossier pour les membres de l'EEP International et a effectué toutes les formalités administratives nécessaires à leur participation. Dans le cas d'initiatives récurrentes s'étendant sur plusieurs années, Ethos a suivi les développements et s'est assuré que les membres de l'EEP International restent intégrés dans les activités de ces initiatives collectives.

Engagement direct

Au nom des membres de l'EEP International, Ethos mène un dialogue direct avec certaines entreprises. Les dialogues directs peuvent prendre différentes formes :

1. Dans le cadre d'une initiative collective, Ethos peut également, au nom de l'EEP International, engager un dialogue direct avec une ou plusieurs entreprises.
2. A la suite d'une initiative collective, Ethos peut engager un dialogue direct avec des sociétés sélectionnées au nom de l'EEP International.
3. Les membres de l'EEP International ont la possibilité de définir des thèmes et des sociétés spécifiques. Si Ethos est mandaté pour le faire, il engage alors un dialogue direct au nom de l'EEP International.

Engagement auprès des instances régulatrices

Ce type de dialogue a lieu auprès de différentes organisations ou autorités ayant une influence sur les conditions-cadres des sociétés cotées (régulateurs, parlements, fixateurs de normes). En 2019 l'engagement a eu lieu au moyen d'envoi de lettres collectives avec d'autres investisseurs institutionnelles.

1.2 Processus d'engagement

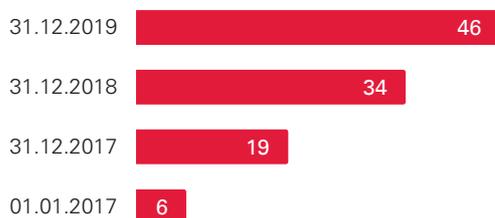
Dans la mesure du possible, Ethos définit cinq étapes pour mesurer l'avancée du processus d'engagement direct avec les sociétés :

- Etape I : Lettre au président du CA
- Etape II : Contact direct avec l'entreprise
- Etape III : L'entreprise accepte l'enjeu et est ouverte au dialogue
- Etape IV : L'entreprise développe une stratégie sérieuse sur l'enjeu
- Etape V : L'enjeu est traité et des mesures convaincantes sont mises en place

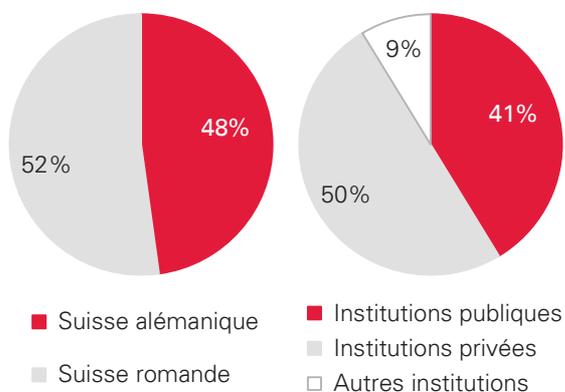
Ces étapes permettent de suivre les efforts des sociétés et de mesurer les progrès réalisés.

1.3 Membres de l'EEP International

Croissance depuis le lancement de l'EEP International



46 membres au 31 décembre 2019



Liste de membres

Aargauische Pensionskasse (APK)
Bernische Lehrerversicherungskasse
Bernische Pensionskasse BPK
Caisse de pension des sociétés Hewlett-Packard
en Suisse
Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (CPEV)
Caisse de pensions ECA-RP
Caisse de prév. des Fonctionnaires de Police &
des Etablissements Pénitentiaires
Caisse de Prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG)
Caisse de Prévoyance des Interprètes de
Conférence (CPIC)
Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat du
Valais (CPVAL)
Caisse intercommunale de pensions (CIP)
Caisse paritaire de prévoyance de l'industrie et de
la construction (CPPIC)
CAP Prévoyance
CCAP Caisse Cantonale d'Assurance Populaire
CIEPP - Caisse Inter-Entreprises de Prévoyance
Professionnelle
Etablissement Cantonal d'Assurance (ECA VAUD)
Fondation de la métallurgie vaudoise du bâtiment
(FMVB)
Fondation de prévoyance Artes & Comoedia
Fondation de prévoyance du Groupe BNP
PARIBAS en Suisse
Fondation Leenaards
Fonds interprofessionnel de prévoyance (FIP)

GVA Gebäudeversicherung des Kantons St. Gallen
Nest Sammelstiftung
Pensionskasse Bank CIC (Schweiz)
Pensionskasse Basel-Stadt
Pensionskasse Bühler AG Uzwil
Pensionskasse Caritas
Pensionskasse der Basler Kantonalbank
Pensionskasse der Stadt Winterthur
Pensionskasse Pro Infirmis
Pensionskasse Römisch-katholische Landeskirche
des Kantons Luzern
Pensionskasse SRG SSR
Pensionskasse Stadt Luzern
Pensionskasse Unia
Prévoyance Santé Valais (PRESV)
prevoyance.ne
Profelia Fondation de prévoyance
Prosperita Stiftung für die berufliche Vorsorge
Retraites Populaires
Secunda Sammelstiftung
Solethurnische Gebäudeversicherung
St. Galler Pensionskasse
Stiftung Abendrot
Terre des hommes
Unfallversicherungskasse des Basler
Staatspersonals
Universität de Genève (UNIGE)

2 Chiffres clés 2019

Initiatives collectives

Nombre de sociétés ciblées	1183
Part du MSCI ACWI couverte	72%
Part du MSCI World couverte	76%
Part du MSCI EM couverte	44%
Nombre d'initiatives	27
<i>Initiatives relatives à l'environnement</i>	14
<i>Initiatives relatives au social</i>	11
<i>Initiatives relatives au gouvernement d'entreprise</i>	2
<i>Initiatives ponctuelles</i>	11
<i>Initiatives prévues sur plusieurs années</i>	16
Initiatives terminées	6

Engagement auprès des instances régulatrices

Nombre d'engagements avec des législateurs	4
--------------------------------------------	---

Dialogue direct avec les sociétés au nom de l'EEP International

Nombre de sociétés contactées	28
Nombre de lettres adressées au conseil d'administration	7
Nombres de conférences téléphoniques	11
Nombre de rencontres à l'étranger	4

3 Dialogue par thème

Les thèmes de dialogue et les entreprises sélectionnées reflètent les intérêts des membres de l'EEP International. En janvier 2018, les membres fondateurs de l'EEP International ont décidé de se concentrer sur le changement climatique pour l'engagement environnemental et sur les droits humains et du travail pour l'engagement social. Dans le domaine du gouvernement d'entreprise, l'accent est mis sur les droits des actionnaires et la rémunération.

Dans ce chapitre, les initiatives sont regroupées selon les trois dimensions ESG (Environnement, Social et Gouvernement d'entreprise).

3.1 Environnement

E.1. Financement du changement climatique

En 2017 l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont envoyé une lettre à 62 banques globales leur demandant d'aligner leurs activités de financement avec les objectifs de l'Accord de Paris et d'établir leurs rapports sur le changement climatique en suivant les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). Dans le cadre de cette initiative, lancée en 2014, Ethos et d'autres investisseurs institutionnels demandent aux banques concernées de revoir de manière critique leur financement des activités à forte intensité carbone. En 2018 et 2019, les initiateurs ont publié une étude sur les progrès des banques visées qui a ensuite servi comme base pour le dialogue avec ces banques. Au sein du groupe, Ethos mène le dialogue avec deux grandes banques suisses.

E.2. Investor Decarbonization Initiative

Il y a deux ans, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont rejoint l'initiative « Investor Decarbonization Initiative » (IDI) qui est échelonnée sur plusieurs années et coordonnée par ShareAction au Royaume-Uni. Entretemps le réseau d'investisseurs soutenant l'initiative est passé à 93 investisseurs institutionnels avec plus de USD 2'000 milliards sous gestion. En 2019, 71 lettres signées par des investisseurs ont été envoyées à des sociétés de divers secteurs, dont la production d'électricité, le ciment, l'industrie automobile et le commerce de détail, pour les encourager à adhérer à une ou

plusieurs des actions suivantes : adopter un objectif de réduction des émissions scientifique (SBT), se fournir à 100 % en énergie renouvelable (RE100), viser une performance énergétique élevée (EP100) et promouvoir la mobilité électrique (EV100).

E.3. Participation au CDP (Carbon Disclosure Project)

Dans le cadre de cette initiative, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont demandé à un certain nombre des sociétés n'ayant pas encore répondu au questionnaire « changement climatique » du CDP de le faire. En 2019, 88 investisseurs avec USD 9'800 milliards sous gestion ont participé à l'initiative. Au total, 644 entreprises ont été visées et 97 d'entre elles ont décidé de remplir le questionnaire CDP 2019. Le CDP est une organisation à but non lucratif qui permet aux entreprises d'établir des rapports standardisés sur leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

E.4. Fixation d'objectifs de réduction des émissions Science Based (SBT) dans l'industrie chimique européenne

En 2017, l'EEP International a envoyé une lettre à trois entreprises européennes du secteur chimique leur demandant de fixer des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre calculés à l'aide de modèles scientifiques (« Science-Based Targets » – SBT). De tels objectifs sont essentiels pour la transition vers un avenir à faibles émissions de carbone. Un certain nombre d'investisseurs institutionnels du monde entier ont décidé de se joindre à cette initiative et de cosigner la lettre. En trois cycles de conférences téléphoniques avec les entreprises concernées (2017, 2018 et 2019), Ethos a échangé avec les entreprises qui ont témoigné de l'intérêt pour le concept d'objectifs SBT. Après que deux des trois entreprises aient annoncé avoir établi un SBT à la fin de 2019, cette initiative a été clôturée à la fin de 2019.

E.5. Climate Action 100+

Dans le cadre de Climate Action 100+ 373 investisseurs institutionnels, dont les membres de l'EEP International, s'adressent aux 161 principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES) qui sont responsables à hauteur d'environ 80 % des

émissions industrielles mondiales. Dans ce cadre, Ethos mène un dialogue direct avec trois entreprises pour le compte de l'EEP International. Jusqu'à la fin de l'année 2022, l'Initiative Climate Action 100+ s'efforcera d'encourager les conseils d'administration et la direction des sociétés qualifiées d'importance systémique en matière d'émissions de GES à prendre trois mesures : Premièrement, établir une gouvernance qui reflète clairement la responsabilité et la surveillance par le conseil d'administration des risques climatiques. Deuxièmement, réduire les émissions de GES tout au long de la chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris qui veut maintenir la hausse moyenne de la température mondiale à moins de 2 degrés au-dessus des niveaux préindustriels. Troisièmement, améliorer le reporting en suivant les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). Au nom de banques centrales, la TCFD a élaboré des recommandations pour la publication volontaire de données sur les risques financiers liés au climat, afin de fournir des informations standardisées aux investisseurs, prêteurs, assureurs et autres parties prenantes.

E.6. Lettre aux gérants pour encourager le vote en assemblée générale

En 2019, Ethos a proposé aux membres de l'EEP International d'engager directement le dialogue avec leurs gérants pour demander comment ces derniers exercent les droits de vote des actions en portefeuille. Ethos a préparé un modèle de lettre que les membres de l'EEP International ont pu envoyer directement à leurs gérants pour leur demander de soutenir certaines résolutions d'actionnaires présentées lors des assemblées générales 2019 de sociétés américaines actives dans les secteurs très intenses en carbone. Ces résolutions demandent notamment aux sociétés de présenter un plan financier dans le cas d'un scénario de limitation du réchauffement climatique à 2° ou de fixer des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre. La lettre demande également aux gérants davantage de précisions sur la manière dont les droits de vote sont exercés.

E.7. Stratégies climatiques ambitieuses dans le secteur européen de l'électricité

En juin 2018, l'EEP International a lancé son propre programme d'engagement visant à encourager huit producteurs européens d'électricité à développer des stratégies climatiques ambitieuses. Dans le cadre de ce

projet, cinq demandes ont été formulées : Décarboner le mélange de production d'électricité, définir un objectif de réduction des émissions de CO₂ basé sur la science, procéder à des activités de lobbying responsable, développer de nouveaux modèles d'affaires et faire un reporting conformément aux recommandations de la TCFD. L'EEP International se donne au moins trois ans pour mener cet engagement. Au début du programme d'engagement, une lettre d'introduction a été adressée aux présidents des conseils d'administration des sociétés respectives ; ces lettres ont été signées par les membres d'EEP International et les membres intéressés du Interfaith Center for Corporate Responsibility (ICCR). Par la suite, un dialogue a été établi avec toutes les sociétés et des conversations téléphoniques ont eu lieu pour expliquer les attentes de l'EEP International et échanger avec les représentants des sociétés.

E.8. Déclaration aux chefs de gouvernement au sujet du changement climatique

En vue du sommet du G7 tenu en juin 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par les Principes pour l'investissement responsable (PRI) ont fait une déclaration aux chefs de gouvernement des pays du G7 (Canada, France, Allemagne, Japon, Italie, Royaume-Uni et Etats-Unis) leur demandant de faire tout leur possible pour réaliser les objectifs de l'Accord de Paris. La déclaration a été publiée de nouveau avant le sommet de l'ONU sur le climat (COP 24) tenu à Katowice en Pologne en décembre 2018, ainsi qu'avant le sommet des Nations Unies sur le climat à New York en septembre 2019 et la conférence sur le climat COP 25 à Madrid en décembre 2019. Cette déclaration appelle les gouvernements à intensifier leurs efforts pour lutter contre le changement climatique et à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Fin décembre 2019, 631 investisseurs institutionnels globaux avec USD 37'000 milliards d'actifs sous gestion, ont signé la déclaration.

E.9. US Utility Decarbonization Initiative

Un groupe d'investisseurs institutionnels, avec USD 1'900 milliards sous gestion coordonnés par le Climate Majority Project, a envoyé en février 2019 des lettres à 20 entreprises US du secteur des services publics, leur demandant de fixer un objectif de zéro émissions nettes de CO₂ d'ici 2050. Fin 2019, quatre des entreprises à qui la lettre a été envoyée se sont engagées à atteindre un niveau zéro d'émissions nettes d'ici 2050.

E.10. Lettre à JPMorgan Chase concernant le changement climatique

En juin 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par le « First Affirmative Financial Network » ont envoyé une lettre au Chairman/CEO de JPMorgan Chase, la plus grande banque des États-Unis, lui demandant de mettre en place les mesures nécessaires afin que les activités de la banque soient compatibles avec un avenir faible en carbone. Cette action reflète les préoccupations des investisseurs quant à la manière dont la Banque aborde les risques liés au changement climatique. En septembre 2019, le groupe qui a lancé cette initiative a organisé une rencontre avec la banque pour expliquer les demandes des investisseurs.

E.11. Lettre aux compagnies du secteur pétrolier et gazier aux États-Unis concernant le méthane

En juin 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par le Interfaith Center on Corporate Responsibility (ICCR) ont envoyé des lettres à plus de 30 sociétés du secteur pétrolier et gazier. En effet, sachant que le gouvernement américain tente de soustraire le méthane de la réglementation fédérale et a entamé des procédures judiciaires pour y parvenir, la lettre demande de soutenir publiquement le maintien de la réglementation par l'agence de protection de l'environnement (EPA). Fin 2019, plusieurs parmi les entreprises concernées ont répondu de façon positive à la lettre des investisseurs en signalant qu'elles vont s'opposer à une déréglementation des émissions de méthane aux États-Unis dans le cadre de la consultation publique.

E.12. Attentes des investisseurs en matière de lobbying climatique aux US

En septembre 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par Ceres, Walden Asset Management et BNP Paribas Asset Management ont envoyé une lettre à 47 sociétés américaines afin de leur demander d'aligner leurs activités de lobbying avec les objectifs de l'accord de Paris sur le changement climatique. Fin 2019, 27 entreprises ont confirmé avoir reçu ces lettres.

E.13. Déclaration d'investisseurs sur la déforestation et les incendies de forêt en Amazonie

En septembre 2019, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par les Principes pour l'Investissement responsable (PRI) ont publié une déclaration demandant aux entreprises de redoubler d'efforts et de démontrer clairement leur engagement à éliminer la déforestation dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement. La déclaration a été fréquemment citée dans les médias brésiliens et internationaux.

E.14. Attentes des investisseurs à l'égard des compagnies aériennes en matière de changement climatique

L'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par les PRI publieront une déclaration incitant les compagnies aériennes et aérospatiales à gérer leurs risques et opportunités climatiques conformément aux objectifs de l'accord de Paris sur le changement climatique.

3.2 Social

S.1. KnowTheChain

En mai 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs internationaux soutenant l'initiative KnowTheChain (KTC). KTC est un partenariat établi par les ONG Humanity United, le Business & Human Rights Resource Center, Verité ainsi que le consultant Sustainalytics. Ce partenariat vise à promouvoir des chaînes d'approvisionnement transparentes et responsables en comparant les pratiques des différentes entreprises. En identifiant les meilleures pratiques en matière de gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, le groupe espère que ces pratiques seront adoptées progressivement par le plus grand nombre de sociétés. En comparant les pratiques des sociétés, KTC les incite notamment à gérer les risques liés au travail forcé dans leurs chaînes d'approvisionnement. KTC a lancé ses premiers standards en 2016 en se concentrant sur les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'alimentation et des boissons et du textile, suivi d'une deuxième évaluation en 2018. Ethos a décidé de devenir investisseur principal pour engager deux entreprises sur les résultats du benchmark.

S.2. Prolongation de « l'Accord sur la sécurité incendie et des bâtiments au Bangladesh »

Après la tragédie du Rana Plaza, les entreprises du secteur textile s'approvisionnant au Bangladesh ont fondé « l'Accord sur la sécurité incendie et des bâtiments au Bangladesh » (l'Accord). Cette convention, qui regroupe des entreprises principalement européennes, des producteurs locaux et des syndicats au Bangladesh, vise à améliorer la sécurité des usines de sous-traitants locaux notamment par la création de comités d'entreprise et la mise en œuvre de contrôles indépendants des conditions de santé et de sécurité des usines. A l'occasion du quatrième anniversaire de la tragédie du Rana Plaza en avril 2017, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux ont publié une déclaration encourageant les entreprises membres de l'Accord à poursuivre leur action afin d'achever les mesures d'amélioration de la sécurité incendie et des bâtiments dans l'industrie textile au Bangladesh. Au vu de la volonté exprimée par les autorités du pays de mettre un terme aux activités de l'Accord, quatre autres lettres ont été envoyées aux sociétés et aux autorités locales jusqu'à fin 2019, demandant que l'Accord soit maintenu pour trois ans comme convenu. Le gouvernement du Bangladesh est hostile à l'Accord qu'il considère comme un risque pour l'industrie textile qui pourrait perdre des clients au profit de pays sans régulation. Cependant, en mai 2019, après d'intenses négociations, l'association professionnelle des entrepreneurs du textile et les autorités ont autorisé l'Accord à continuer ses activités au Bangladesh pendant une année supplémentaire.

S.3. Droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie textile

En avril 2017, l'EEP International a envoyé des lettres à huit sociétés européennes membres de « l'Accord sur la sécurité incendie et bâtiments au Bangladesh » (l'Accord). Les lettres expriment quatre attentes des investisseurs envers les entreprises de l'industrie textile : prolongation de l'Accord (pour trois ans supplémentaires), financement de mesures correctives coûteuses au niveau des structures des bâtiments, inclusion du droit à la négociation collective dans les droits des travailleurs et maintien de la structure de l'Accord en cas d'extension à d'autres pays ou à de nouvelles industries. Suite à l'envoi des lettres, Ethos a eu plusieurs conférences téléphoniques avec les entreprises concernées, au cours desquelles il a également été discuté de la

gestion des questions sociales dans la chaîne d'approvisionnement de manière plus générale. En 2018, Ethos a de nouveau contacté toutes les sociétés par téléphone ou par e-mail pour évaluer les progrès réalisés. En 2019, Ethos a envoyé une nouvelle lettre à toutes les entreprises visées, les encourageant à prendre contact avec le gouvernement du Bangladesh et la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA). L'objectif étant de négocier un accord permettant à l'Accord de continuer à opérer sans contrainte au Bangladesh tant que le gouvernement ne dispose pas des capacités nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs bangladais de l'industrie textile.

S.4. Lettre à la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO)

En avril 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs internationaux avec USD 3'200 milliards d'actifs sous gestion ont écrit à la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO) demandant de prendre des mesures immédiates et de mettre en place un mécanisme de plaintes efficace et crédible dénonçant, notamment, de graves violations des droits des travailleurs. Les plaintes à ce sujet contre la société Indofood ont été considérées par le groupe comme une manière efficace de tester la volonté de la RSPO de sanctionner sévèrement ces violations. En novembre 2018, la RSPO s'est prononcée et a suspendu la certification d'huile de palme produite par cette usine et les plantations environnantes. Cette initiative a été clôturée en 2019.

S.5. Workforce Disclosure Initiative (WDI)

En avril 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs internationaux soutenant l'initiative Workforce Disclosure Initiative (WDI). Le but de l'initiative est d'améliorer la transparence sur la manière dont de grandes entreprises multinationales gèrent leur capital humain. Le but ultime de WDI est d'améliorer la qualité des emplois dans les sociétés multinationales, tant au niveau du groupe que tout au long de leur chaîne de fournisseurs. La WDI est calquée sur le CDP (Carbon Disclosure Project) et utilise les standards de reporting existants. Les données qu'elle demande aux sociétés de publier concernent la composition de leurs effectifs, le développement et l'implication des travailleurs. Fin décembre 2019, la WDI était soutenue par 137 investisseurs institutionnels avec des actifs sous gestion de USD 15'000 milliards. Durant son année pilote (2017), la WDI a reçu des réponses de 34 très grandes sociétés

sur les 76 contactées. En 2018, elles ont été 90 à répondre (sur 500 sociétés contactées). En 2019, 118 entreprises (sur les 750 concernées) ont répondu au questionnaire.

S.6. Lettre pour s'opposer au forage dans la Réserve naturelle de l'Arctique

En 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par la Sierra Club Foundation ont envoyé une lettre aux sociétés du secteur pétrolier et gazier et aux banques qui les financent pour leur demander de ne pas entreprendre de forage dans le refuge national de la faune arctique. La lettre été envoyée aux sociétés par 119 investisseurs institutionnels avec USD 2'520 milliards sous gestion. Suite à l'envoi de la lettre, la Sierra Club Foundation a demandé à toutes les banques concernées d'organiser des entretiens de suivi et a pu avoir un échange téléphonique avec la plupart d'entre elles. Malheureusement, le gouvernement américain actuel a intensifié ses efforts pour permettre le forage dans le refuge national de la faune arctique en 2019 et prévoit de signer les premiers permis en 2020.

S.7. Déclaration de soutien à une loi contre l'esclavage moderne au Canada

En juin 2018, l'EEP International a rejoint un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par SHARE (Canada), le Church Investors Group (UK), l'ICCR (US) et le Church of Sweden. Les investisseurs ont publié une déclaration demandant au gouvernement canadien de légiférer afin d'aider les entreprises canadiennes et les investisseurs à identifier et à combattre l'esclavage moderne et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement grâce à une transparence et des contrôles adéquats. Depuis sa publication, la déclaration a suscité de modestes progrès. En septembre 2018, la commission canadienne des affaires étrangères a présenté au Parlement une étude commanditée par le gouvernement concernant le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement. Le rapport formule plusieurs recommandations pour accélérer les efforts des investisseurs sur le sujet du travail des enfants. Finalement, en mars 2019, le gouvernement canadien a ouvert une consultation sur une loi visant à lutter contre l'exploitation de la main-d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement et il est probable que le Canada adoptera une loi contre l'esclavage moderne vraisemblablement calquée sur celles du Royaume Uni et de l'Australie en 2020. Cette initiative a été clôturée en 2019.

S.8. Standards de durabilité des chaînes d'approvisionnement du textile

En juillet 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par les sociétés de gestion Mirova (FR) et MN (Pays-Bas) ont envoyé une lettre à la Commission européenne, à l'Accord néerlandais sur les vêtements et textiles durables, au Partenariat allemand pour des textiles durables et à la Coalition pour des vêtements durables (Sustainable Apparel Coalition) demandant d'encourager l'industrie textile à établir des exigences et des standards communs en matière de durabilité. Les coordinateurs de l'initiative ont reçu des réponses écrites de plusieurs destinataires et convoqué une réunion à Paris en février 2019 dans le cadre du Forum de l'OCDE sur la diligence raisonnable dans le secteur de l'habillement et de la chaussure afin de présenter la perspective des investisseurs. L'initiative a ainsi pu attirer l'attention des principaux acteurs sur le fait que les exigences harmonisées en matière de durabilité dans le secteur textile suscitent un grand intérêt de la part des investisseurs. Cette initiative a été clôturée en 2019.

S.9. L'approvisionnement responsable dans l'industrie de la bijouterie

En septembre 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par l'Investor Alliance for Human Rights ont publié une déclaration demandant aux sociétés du secteur de la joaillerie de revoir leurs pratiques et de prendre des mesures pour assurer un approvisionnement responsable en or, diamants et autres minéraux et pierres précieuses. La déclaration a été envoyée à 25 marques de bijoux et sociétés horlogères avec un chiffre d'affaires annuel d'au moins USD 250 millions, ainsi qu'à 9 détaillants qui vendent des bijoux en or et en diamants. Un nombre de ces entreprises ont réagi et introduit des mesures concrètes pour améliorer l'approvisionnement. Cette initiative a été clôturée en 2019.

S.10. Exclure des indices boursiers les sociétés actives dans l'armement controversé

En septembre 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels suisses, coordonnés par Pictet Asset Management et Swiss Sustainable Finance (SSF), ont signé une lettre ouverte aux principaux fournisseurs d'indices pour leur demander d'exclure des indices standard les sociétés qui fournissent de

l'armement controversé. Fin 2019, 174 signataires suisses et internationaux comme ING aux Pays-Bas et Church of England avaient déjà signé cette lettre. Ces investisseurs institutionnels ont USD 9'700 milliards d'actifs sous gestion. En raison du grand intérêt suscité, la date limite de signature de la lettre a été repoussée au 31 janvier 2019. Les fournisseurs d'indices ont été, jusqu'à présent, très ouverts au dialogue.

S.11. Les investisseurs soutiennent le standard sur les pratiques en matière de droits humains établi par BankTrack

L'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonné par l'organisation « Investor Alliance for Human Rights » (IAHR) enverront en 2020 une déclaration d'investisseurs à 50 banques afin de les inciter à combler les lacunes identifiées par l'ONG BankTrack par rapport aux meilleures pratiques en matière de droits humains telles que définies par cette ONG.

secteurs de la technologie et de la restauration à adopter des pratiques fiscales responsables. Dans le cadre de ce projet, cinq demandes ont été formulées : 1) La responsabilité de la stratégie fiscale est du ressort du conseil d'administration, 2) les principes de la responsabilité fiscale sont intégrés dans une politique spécifique accessible au public, 3) la société paie ses impôts là où la valeur économique est générée, 4) les opérations intra-groupe sont réalisées aux conditions du marché et 5) la société publie le montant des impôts versés, pays par pays. Au début du programme d'engagement, une lettre d'introduction a été adressée aux présidents des conseils d'administration des sociétés respectives. Ces lettres ont été signées par les membres de l'EEP International et les membres du réseau Shareholders for Change (SfC). En 2020, Ethos va essayer d'établir un dialogue avec toutes les sociétés pour expliquer les attentes de l'EEP International et échanger avec les représentants des sociétés.

3.3 Gouvernement d'entreprise

G.1. Lettre à Amazon concernant les droits des actionnaires

En novembre 2018, l'EEP International et un groupe d'investisseurs institutionnels coordonnés par l'ICCR ont envoyé une lettre à Amazon demandant à la société d'adopter une attitude plus constructive en matière de dialogue avec les investisseurs. Au vu des importants risques ESG auxquels la société est exposée, les investisseurs se doivent d'insister sur leur droit de dialoguer avec Amazon et de demander à la société de gérer ces risques de manière adéquate. Après 3 lettres de suivi et plusieurs e-mails et conversations téléphoniques, l'ICCR a organisé une rencontre entre certains investisseurs et la société début décembre 2019. Lors de la rencontre, divers risques ESG et l'approche de l'entreprise à leur égard ont été abordés. Lors d'une seconde étape, certains investisseurs impliqués ont déposé des résolutions d'actionnaire(s) à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'Amazon de 2020. Cette initiative a été clôturée en 2019.

G.2. Responsabilité fiscale des sociétés américaines

En novembre 2019, l'EEP International a lancé son propre programme d'engagement visant à encourager certaines sociétés américaines des



Ethos

Place de Cornavin 2
Case Postale
1211 Genève 1
Suisse

T + 41 (0)22 716 15 55
F + 41 (0)22 716 15 56

Bureau de Zurich

Bellerivestrasse 3
8008 Zurich
Suisse

T + 41 (0)44 421 41 11
F + 41 (0)44 421 41 12

info@ethosfund.ch
www.ethosfund.ch